

# Coalition pour la promotion de l'enseignement de l'histoire au Québec

La coalition pour l'enseignement de l'histoire du Québec sera un regroupement d'associations, d'organismes, d'enseignants de chercheurs en histoire et de citoyens inquiets de la dérive actuelle des énoncés et des contenus de programme en histoire qui compromettent à notre avis les efforts des enseignantes et enseignants et la qualité de la formation dispensée aux jeunes Québécois. La Coalition critique également la vision idéologique de l'histoire inscrite dans le programme : *Histoire et éducation à la citoyenneté* consistant à faire la promotion du multiculturalisme canadien au dépend de l'étude de l'histoire de la nation québécoise. La coalition constate donc qu'un redressement est urgent et que des correctifs devraient être apportés à tous les ordres d'enseignement.

## Au primaire

Au primaire, à l'heure actuelle, le programme : *Géographie, histoire et éducation à la citoyenneté* est rattaché au domaine de l'univers social. Ce programme vise surtout à prendre en compte la diversité qui caractérise les types de sociétés au sein du Canada et de l'Amérique et ce, sans insister sur le milieu où se trouve pourtant plongé l'élève. La coalition considère que ce programme doit plutôt renforcer l'ancrage dans le milieu, en particulier pour les élèves issus de l'immigration et pour qui l'école sera le canal essentiel d'une meilleure connaissance de la société d'accueil, de son histoire et de son mode de vie.

Présentement, l'histoire au primaire est vue sous l'angle de moments synchroniques et arbitraires (1820, 1905, etc). La coalition demande que l'histoire au primaire s'articule plutôt autour de dates charnières correspondant à des événements significatifs de l'histoire du Québec et du Canada et déplore l'absence de l'étude du processus de colonisation et des conflits inter coloniaux. La Coalition recommande également que le régime pédagogique soit modifié afin que les élèves de la 3<sup>e</sup> année à la 6<sup>e</sup> année reçoivent en raison de 3 heures/semaine des cours d'histoire, de géographie et d'éducation à la citoyenneté.

## Au secondaire

La coalition recommande qu'un programme d'histoire de 100 heures soit obligatoire à chaque année du secondaire et que le régime pédagogique soit modifié de manière à ce que le nombre d'heures consacrées à l'histoire soit obligatoire.

L'actuel libellé du programme *Histoire et éducation à la citoyenneté*, pour désigner l'histoire du Québec et du Canada, est trompeur et tronqué. La coalition demande de réintégrer la référence Québec / Canada dans le titre du programme de 3<sup>ième</sup> et 4<sup>ième</sup> secondaires.

Actuellement, le programme *Histoire et éducation à la citoyenneté* en 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> secondaire prévoit aborder deux fois toute l'histoire du Québec et du Canada ; d'abord sous un angle chronologique puis sous l'angle thématique l'année suivante. La coalition demande que le programme soit révisé afin que son contenu soit scindé en deux et que le cours de 3<sup>e</sup> secondaire se consacre à la période allant de la préhistoire amérindienne à 1840, et le 4<sup>e</sup> secondaire, de l'Acte d'Union jusqu'à nos jours comme le réclamait le Rapport Lacoursière. La coalition demande également que le contenu historique ne soit plus subordonné au présent et à l'éducation à la citoyenneté et que cette dernière tende vers le développement de l'esprit critique et de l'autonomie intellectuelle des élèves.

L'énoncé ministériel actuel pour le cours *Histoire et éducation à la citoyenneté* trahit un net biais en faveur de l'histoire sociale. La coalition convient de l'urgence de rétablir un meilleur équilibre avec les autres dimensions du réel historique, notamment avec la question nationale québécoise et la dimension politique de la société québécoise.

De l'avis de la coalition, le cours obligatoire de 5<sup>e</sup> secondaire doit être un cours d'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, occidental et mondial et non un cours axé sur l'actualité et la compréhension des enjeux du présent tel qu'annoncé.

\*\*\*

La coalition demande enfin que la **Politique d'évaluation** du MELS pour le primaire et le secondaire soit révisée afin que les enseignants puissent évaluer les connaissances acquises de leurs élèves au même titre que les compétences. La coalition recommande également que le domaine d'apprentissage soit renommé Sciences humaines au lieu d'Univers social au primaire et au secondaire.

## Au collégial

Depuis 15 ans, les cours portant sur le Québec en général et son histoire ont connu un net déclin au niveau collégial, autant dans la formation générale que dans les programmes de sciences humaines. Présentement aucun énoncé de compétence - à part pour le cours littéraire québécoise-ne prévoit que l'étudiant de cégep y acquiert une meilleure connaissance de la société québécoise. De plus, il n'y a aucun cours obligatoire sur l'histoire du Québec pour les étudiants au collégial y compris pour les étudiants en sciences humaines.

La coalition demande donc que la formation collégiale soit assortie d'une compétence transversale prévoyant que l'étudiant soit en mesure de comprendre les origines et les caractéristiques de la société québécoise actuelle. La Coalition recommande également la réussite obligatoire d'un cours d'histoire du Québec pour l'obtention du diplôme au collégial.

## À l'université

La coalition convient que ces recommandations requièrent de hausser le niveau moyen des cours d'histoire à travers tous les ordres d'enseignement. La formation universitaire est donc directement interpellée, surtout depuis qu'elle fait elle-même face au déclin généralisé de la formation spécifique en histoire au profit d'une formation en pédagogie. Par conséquent, la coalition réclame que les programmes de formation des maîtres comporte un minimum de formation disciplinaire de 9 crédits pour les enseignants au primaire et un minimum de 20 cours en histoire pour les enseignants d'histoire au secondaire.

Enfin, devant le déclin constant du nombre de chaires et de postes consacrés à l'histoire nationale à l'Université, la coalition demande la création d'une 5<sup>ième</sup> section de l'Institut national de recherche scientifique (INRS) consacrée à l'histoire politique du phénomène national au Québec.

<http://www.ssjb.com/contenu/pour-une-nouvelle-coalition-pour-la-promotion-de-l-enseignement-de-l-histoire-au-quebec>